

Miramichi: la province tarde à finaliser la vente d'une usine

Les négociations achoppent sur l'allocation de bois des terres de la Couronne

CAMPBELLTON - Des intervenants du milieu forestier somment le gouvernement Graham de faire ce qu'il faut afin de finaliser une entente d'achat pour l'ancienne usine Weyerhaeuser à Miramichi.



justin.dupuis@acadienouvelle.com

L'usine de la compagnie Weyerhaeuser à Miramichi est maintenant fermée depuis un peu plus de deux ans.

Depuis le début de juillet, l'entreprise québécoise TAG Enterprises négocie son achat auprès du gouvernement provincial.

Une entente d'achat serait sur le point d'être conclue, mais les négociations achoppent toujours sur l'allocation de bois des terres de la Couronne que recevra l'entreprise.

D'après les informations obtenues auprès du ministère des Ressources naturelles, une allocation de bois plus importante que celle détenue par Weyerhaeuser aurait été offerte à l'entreprise.

Il a toutefois été impossible de savoir quel est le volume de bois offert à TAG Enterprises, mais le ministère précise que «l'allocation comprend deux tiers de bois franc et un tiers de bois mou.»

Marcel Maillet, gérant de l'Office de commercialisation de produits forestiers du sud-est du N.-B. (SENB), affirme que c'est justement le ratio de bois franc et bois mou qui pose problème dans les négociations.

Rejoint hier après-midi par téléphone, M. Maillet dit espérer que les Libéraux feront tout ce qu'ils peuvent afin de finaliser la vente de l'usine.

«Nous avons parlé avec la compagnie et ils nous ont dit

qu'il (le gouvernement) ne leur offrait pas exactement la même allocation qu'ils (Weyerhaeuser) avaient auparavant, précise-t-il. On demande au gouvernement qu'il leur donne l'allocation qu'ils demandent.»

Marcel Maillet juge qu'un échec signifierait tout jamais la mort de l'industrie forestière à Miramichi.

«Nous croyons que c'est la dernière chance. Si l'entente n'est pas conclue, l'usine va être démolie et on ne la reverra plus», prédit-il.

Il souligne d'ailleurs que depuis la fermeture des scieries de Weyerhaeuser et d'UPM, l'industrie a déjà beaucoup trop souffert dans la région.

C'est la raison pour laquelle l'Office de commercialisation de produits forestiers de Northumberland, l'Office de commercialisation de produits forestiers de la Côte Nord et la SENB ont signé un communiqué conjoint sommant le gouvernement d'agir rapidement dans ce dossier.

Une entente permettrait aux membres de la SENB, qui ont déjà perdu 70 % de leurs ventes de bois depuis 2006, de mieux respirer, avance Marcel Maillet.

«La compagnie va avoir besoin de 600 000 mètres cubes afin d'opérer l'usine, explique-t-il. Environ 47 % viendrait des terres publiques et le reste proviendrait des terres privées.»

Bruce Northrup, porte-parole de l'opposition en matière de

ressources naturelles, partage l'avis de M. Maillet et presse lui aussi le gouvernement Graham d'accorder l'allocation désirée par l'entreprise.

«Nos propriétaires de lots boisés privés ont connu des temps très difficiles, et la réouverture de l'usine aiderait un grand nombre d'entre eux», a affirmé M. Northrup, vendredi, par voie de communiqué.